

FÉDÉRATIONS SYNDICALES DE CHEMINOTS CGT – SUD-Rail

**APPEL UNITAIRE À LA GREVE !
A partir du 10 juin 2014, 19h00**

TOUS UNIS ET DÉTERMINÉS

Le gouvernement a repoussé au dernier moment la rencontre avec les organisations syndicales qui était prévue le 4 juin, tout en annonçant une nouvelle rencontre le 12 juin ! Il s'agit pour lui de gagner du temps en tentant d'étouffer la mobilisation indiscutable des cheminots sur le sujet !

Par ailleurs, les amendements proposés par les rapporteurs du texte en commission développement durable, durcissent de manière significative le côté libéral du projet.

Après les actions de grève du 13 juin 2013, du 12 décembre 2013 et la puissante manifestation nationale unitaire du 22 mai dernier qui a vu plus de 22 000 cheminots envahir les rues de Paris afin d'exiger une autre réforme du système ferroviaire, le gouvernement et la direction de la SNCF font le choix de ne pas répondre aux légitimes revendications des cheminots.

Si le dossier de la réforme relève de la responsabilité du gouvernement, la quantité et la densité de la communication interne à l'Entreprise visant à faire promotion de ce projet de loi, met en évidence la volonté assumée de la Direction à endosser la paternité de ce projet de réforme.

Depuis plusieurs mois maintenant celle-ci tente de mettre en place la réforme avant la réforme. En effet, la direction amplifie la déstructuration de l'entreprise : création des territoires de production de l'infra, isolement des agents de la DCF et des EIC, fermetures de guichets, etc...

Il en est de même sur les aspects stratégiques et financiers : les projets « Excellence 2020 » et « Réseau 2020 » sont une préfiguration du projet de loi gouvernemental, avec un plan d'économies drastiques reposant sur la productivité accrue des cheminots.

Statut et conditions de travail

Sur l'éventuelle future Convention Collective Nationale de branche, aucune négociation n'est enclenchée pour le moment. L'attitude servile du gouvernement vis-à-vis du patronat ne permet pas d'envisager à ce jour l'ouverture de quelconques discussions. Sur le volet réglementation du travail, l'ensemble des discours internes et externes à l'entreprise laisse entendre qu'il y a une volonté d'abaisser les normes en vigueur à la SNCF, ce qui est inacceptable !

Sur le Statut, les discours sont rassurants mais, dans les faits, les droits statutaires des cheminot-e-s sont sans cesse attaqués : réduction du taux T2 finançant notre régime spécial de protection sociale, traitement des prestations familiales, paiement des pensions de retraite et de réversion au trimestre à échoir, menaces faites sur les Facilités de Circulation et sur les Fonds de l'Action sociale, politique du logement conduite par les filiales de la SNCF qui ne visent qu'à éjecter les cheminots actifs et retraités du parc locatif des cheminot-e-s, augmentation importante de recrutements hors statut....

La politique business de la direction de la SNCF

La politique salariale, comme celle conduisant à la réduction massive d'emplois (2500 en 2014), s'inscrivent dans cette démarche. Ce sont à la fois des orientations qui vont dans le sens d'un projet de réforme qui n'est pas financé, mais aussi dans celui des choix budgétaires du 1er Ministre qui détruisent les services publics avec les emplois afférents et assèchent financièrement les collectivités territoriales, dont les Régions, Autorités Organisatrices des Transports sur les TER et le Transilien.

Par ailleurs, le fret ferroviaire est totalement absent du projet gouvernemental. La direction de cette activité à la SNCF poursuit sa politique de casse et de destruction. Il est du devoir de la SNCF de maintenir une offre de transport ferroviaire sur l'ensemble du territoire et d'être très volontariste sur le report modal de la route vers le rail, notamment sur la messagerie ferroviaire.

Aussi, dans la suite de la DCI unitaire du 23 mai dernier, les Fédérations CGT et SUD-Rail appellent l'ensemble des cheminots de tous collèges et toutes fonctions à cesser le travail dans le cadre d'une **grève reconductible par période de 24 heures** à compter du :

Mardi 10 juin 2014, 19h00

✘ Pour une autre réforme du système ferroviaire qui permette de réunifier véritablement la SNCF !

Le projet du gouvernement et de la direction SNCF, contrairement à ce qui est dit, ne réunifiera pas le système ferroviaire mais poursuivra l'éclatement de la SNCF en créant de nouvelles entités indépendantes les unes des autres qui viendront aggraver la situation actuelle déjà fortement dégradée.

✘ Pour une modification de la politique menée à la SNCF !

La stratégie mortifère menée tambour battant par la direction de l'entreprise préfigure la réforme en dégradant chaque jour un peu plus les conditions de vie et de travail des cheminots et les conditions de transport des usagers.

**Ensemble, nous devons dire STOP !
Tous en grève, unis et déterminés contre la casse de la SNCF,
Entreprise Publique de Service Public !**